

C O M M U N E

de

VILLARS-BURQUIN

Règlement communal

pour le service communal de distribution d'eau

1992

REGLEMENT POUR LE SERVICE COMMUNAL DE DISTRIBUTION D'EAU

VILLARS-BURQUIN

Article premier

La distribution de l'eau dans la commune de Villars-Burquin est régie par les dispositions du présent règlement et par la loi du 30 novembre 1964 sur la distribution de l'eau.

I. ABONNEMENTS

Art. 2

L'abonnement est accordé au propriétaire. Exceptionnellement et avec l'assentiment écrit du propriétaire, la commune peut accorder un abonnement directement à un locataire ou à un fermier; le propriétaire et le locataire ou fermier sont alors solidairement responsables à l'égard de la commune.

Art. 3

Le propriétaire qui désire recevoir l'eau fournie par la commune présente à la Municipalité une demande écrite, signée par lui ou par son représentant.

Cette demande indique :

- a) le lieu de situation du bâtiment;
- b) sa destination;
- c) ses dimensions (notamment le nombre d'appartements, de pièces, de robinets);
- d) le projet de raccordement direct ou indirect au réseau principal de distribution;
- e) l'emplacement du poste de mesure;
- f) le diamètre des conduites extérieures et intérieures.

Art. 4

L'abonnement est accordé par la Municipalité. Celle-ci peut déléguer ses pouvoirs au service compétent dont la décision est alors susceptible de recours dans les 10 jours à la Municipalité.

Le prix de l'abonnement annuel est fixé dans le tarif municipal annexé au présent règlement.

Art. 5

Si l'abonnement est résilié, la commune fait fermer la vanne de prise et enlever le compteur.

En règle générale, la prise sur la conduite principale est supprimée et la commune dispose librement de la vanne de prise.

Art. 6

Si le bâtiment est démoli ou transformé, l'abonnement est résilié de plein droit dès le début des travaux; demeurent réservées les conventions contraires.

Le propriétaire communique à la Municipalité la date du début des travaux au moins deux semaines à l'avance.

Art. 7

En cas de transfert de propriété, l'ancien propriétaire en informe immédiatement la Municipalité; jusqu'au transfert de son abonnement au nouveau propriétaire, il demeure seul responsable à l'égard de la commune; celle-ci est tenue d'opérer le transfert à bref délai et d'en aviser l'ancien et le nouveau propriétaire.

II. MODE DE FOURNITURE ET QUALITE DE L'EAU

Art. 8

L'eau est fournie au compteur. Dans des cas spéciaux, la commune peut toutefois adopter un autre système de fourniture.

Le prix de vente du m³ d'eau est fixé dans le tarif municipal annexé au présent règlement.

Art. 9

L'eau est livrée à la pression du réseau et sans garantie quant aux propriétés spéciales qui pourraient être nécessaires pour certains usages.

Art. 10

La commune est seule compétente pour décider, d'entente avec le Laboratoire Cantonal, si l'eau de son réseau doit subir un traitement antitartre ou anticorrosif.

Elle peut limiter à des cas particuliers la pose d'appareils pour le traitement de l'eau et contrôler en tout temps la qualité de l'eau, notamment dans les installations intérieures.

III. CONCESSIONS

Art. 11

L'entrepreneur concessionnaire au sens du présent règlement est l'entrepreneur qui a obtenu de la Municipalité une concession l'autorisant à construire, réparer ou entretenir des installations extérieures.

La concession n'est accordée qu'à l'entrepreneur qui justifie de connaissances techniques approfondies et qui est capable d'exécuter selon les normes techniques en vigueur, avec soin et diligence, les travaux qui lui sont confiés.

Art. 12

L'entrepreneur qui désire obtenir une concession adresse à la Municipalité une demande écrite accompagnée de ses certificats de capacité ainsi que de renseignements circonstanciés sur l'organisation de son entreprise et les travaux qu'il a déjà exécutés.

Art. 13

Si la Municipalité accorde la concession, elle peut l'assortir des conditions propres à assurer la bonne exécution des travaux.

Lorsque les conditions de la concession ne sont plus remplies, la Municipalité peut la retirer avec effet immédiat ou en suspendre les effets jusqu'à ce que l'entrepreneur ait pris les mesures nécessaires.

IV. COMPTEURS

Art. 14

Le compteur appartient à la commune qui le remet en location au propriétaire.

Il est posé aux frais du propriétaire par le service communal ou par l'entreprise concessionnaire.

Le prix de location des différents compteurs est fixé dans le tarif municipal annexé au présent règlement.

Art. 15

Le compteur doit être placé dans un endroit facilement accessible (hauteur minimale 50 cm) et avant toute prise propre à débiter de l'eau.

Il est interdit de déplomber, déplacer, démonter ou réparer le compteur; en cas d'avarie, le propriétaire en avise immédiatement la Municipalité qui pourvoit au nécessaire.

Art. 16

Le propriétaire prend toutes mesures utiles pour que l'eau pouvant s'écouler en cas de réparation du compteur ou d'avarie s'évacue d'elle-même, sans occasionner de dégâts.

Il prend également les mesures nécessaires pour que le compteur ne subisse pas de dégâts du fait du gel, d'un retour d'eau chaude ou de toute autre cause provenant des installations qui sont sa propriété; si le compteur est endommagé par suite d'un fait dont répond le propriétaire, celui-ci supporte les frais de réparation ou de remplacement de l'appareil.

Le propriétaire doit mentionner le compteur dans sa police d'assurance contre l'incendie.

Art. 17

Les indications du compteur font foi quant à la quantité d'eau consommée.

Le propriétaire paie toute l'eau qui traverse le compteur, même s'il y a eu un excès de consommation, à moins que cet excès n'ait été causé par un vice de construction, un défaut d'entretien du réseau principal de distribution ou par un fait dont répond le propriétaire de ce dernier.

Art. 18

En cas d'arrêt ou de mauvais fonctionnement du compteur, quelle qu'en soit la cause, c'est la moyenne de la consommation des deux dernières années qui fait foi; à moins qu'un autre mode de calcul ne permette un décompte plus exact.

Cependant, les chiffres du compteur font foi lorsqu'ils révèlent une consommation d'eau inférieure ou supérieure de 20 % seulement à la moyenne des consommations des deux dernières années.

Art. 19

Le propriétaire a en tout temps le droit de demander la vérification de son compteur.

Si les indications du compteur présentent des inexactitudes dépassant en plus ou en mois, les limites d'une tolérance de 5 %, l'appareil est immédiatement remplacé aux frais de la commune et les factures, établies sur la base du dernier relevé sont rectifiées au profit de la partie lésée.

Si les indications du compteur restent dans les limites de tolérance indiquées ci-dessus, les frais de vérification sont à la charge du propriétaire.

V. RESEAU PRINCIPAL DE DISTRIBUTION

Art. 20

Le réseau principal de distribution appartient à la commune.

Art. 21

Les captages, les réservoirs, les installations de pompage, de transport et de distribution sont construits d'après les normes de la Société des ingénieurs et architectes (SIA) et de la Société suisse de l'industrie du gaz et des eaux (SSIGE).

Art. 22

La commune prend à ses frais les dispositions propres à assurer la régularité de la fourniture de l'eau et le maintien intégral des réserves destinées à la lutte contre l'incendie.

Elle contrôle périodiquement l'état des captages, chambres d'eau, réservoirs, canalisations et autres ouvrages; elle pourvoit à leur entretien et à leur propreté.

Art. 23

Le passage d'une conduite principale sur le domaine privé fait l'objet d'une servitude qui est inscrite au registre foncier en faveur de la commune et à ses frais.

Art. 24

Seules les personnes autorisées par la Municipalité ont le droit de manoeuvrer les vannes de prise installées sur le réseau principal de distribution.

VI. INSTALLATIONS EXTERIEURES

Art. 25

Les installations extérieures dès après la vanne de prise jusque et y compris le poste de mesure appartiennent au propriétaire; l'article 14, alinéa premier, est réservé.

Art. 26

Il est interdit au propriétaire de disposer de l'eau de son abonnement autrement que pour les besoins de son immeuble et de laisser brancher une prise sur sa conduite.

Art. 27

Chaque propriétaire possède ses propres installations extérieures.

Si un propriétaire possède plusieurs bâtiments qui ne sont pas entre eux dans un rapport de dépendance, chaque bâtiment sera muni de ses propres installations extérieures.

Demeurent réservées les dispositions de l'article 28, alinéa 3.

Art. 28

Exceptionnellement, la Municipalité peut autoriser des installations extérieures, communes à plusieurs propriétaires, moyennant la pose d'une vanne de prise pour chacun d'eux. L'article 24, est applicable à ces vannes de prise.

Les propriétaires sont solidairement responsables des obligations en relation avec ces installations communes. Ils passent entre eux les conventions nécessaires pour régler leurs droits et obligations réciproques.

Exceptionnellement, la Municipalité peut autoriser des installations extérieures communes à plusieurs bâtiments appartenant au même propriétaire et sans rapport de dépendance entre eux, moyennant la pose d'un poste de mesure pour chaque immeuble.

Art. 29

Les installations extérieures comprennent un poste de mesure situé à l'entrée de l'immeuble et à l'abri du gel.

Ce poste comporte :

- a) un compteur;*
- b) un robinet d'arrêt placé avant le compteur et un robinet d'arrêt avec purge placé après le compteur et qui peuvent être manoeuvrés par le propriétaire;*
- c) un clapet de retenue fourni par le propriétaire rendant impossible le reflux accidentel d'eau usée dans le réseau;*
- d) d'autres appareils de sécurité tels que filtres, réducteurs de pression ... qui peuvent être imposés par la commune.*

Art. 30

Les installations extérieures sont établies et entretenues par le propriétaire aux frais de celui-ci, par un entrepreneur concessionnaire.

L'obtention des droits de passage et des autres autorisations nécessaires à l'exécution des installations extérieures incombe au propriétaire; s'il y a lieu, la commune peut exiger à ce sujet l'inscription d'une servitude au registre foncier.

VII. INSTALLATIONS INTERIEURES

Art. 31

Les installations intérieures, dès et non compris le poste de mesure, appartiennent au propriétaire.

Elles sont exécutées selon les directives de la Société suisse de l'industrie du gaz et des eaux par un entrepreneur qualifié choisi par le propriétaire.

L'entrepreneur doit renseigner la commune sur les nouvelles installations ou les changements d'installations intérieures de nature à entraîner une modification de l'abonnement.

Art. 32

Le propriétaire est tenu de comprendre les installations intérieures dans les polices d'assurance qu'il contracte pour dégâts d'eau.

VIII. DISPOSITIONS COMMUNES AUX INSTALLATIONS EXTERIEURES ET INTERIEURES

Art. 33

La commune fixe le diamètre des conduites faisant partie des installations extérieures.

Art. 34

Lorsque la construction ou l'entretien des installations extérieures ou intérieures nécessitent des travaux de fouille sur le domaine public, le propriétaire doit au préalable obtenir l'autorisation du service cantonal ou communal compétent.

Art. 35

En cas d'incendie, tous les robinets doivent être fermés.

Art. 36

Le raccordement d'installations alimentées par la commune à des installations desservies par une eau étrangère est interdit, sauf autorisation expresse de la Municipalité.

IX. INTERRUPTIONS

Art. 37

La commune prévient autant que possible les propriétaires de toute interruption dans le service de distribution.

Les interruptions rendues nécessaires pour assurer l'entretien ou la construction du réseau principal de distribution ou d'installation extérieure ou intérieure, de même que celles qui sont dues à un cas de force majeure au sens de l'article 17, de la loi, ne confèrent au propriétaire aucun droit à des dommages-intérêts et ne le déchargent en rien de ses obligations à l'égard de la commune.

Art. 38

Le propriétaire prend toutes les mesures en son pouvoir pour que les interruptions ou le retour de l'eau ne provoquent pas de dommage direct ou indirect.

Art. 39

Dans le cas de force majeure au sens de l'article 17, de la loi, la commune a le droit de prendre les mesures restrictives propres à assurer le fonctionnement des services publics indispensables et le ravitaillement en eau de la population.

X. RACCORDEMENTS

Art. 40

Une taxe unique est perçue du propriétaire au moment du raccordement direct ou indirect d'un bâtiment au réseau principal de distribution.

Elle est calculée aux conditions de l'annexe 1, du présent règlement.

Art. 41

En cas de transformation, d'agrandissement ou de modification totale ou partielle de l'affectation d'un bâtiment déjà raccordé, il est perçu une taxe unique complémentaire, aux conditions de l'annexe 1, du présent règlement.

Art. 42

La Municipalité peut s'écarter du montant des taxes prévues aux articles 40 et 41, lorsqu'elle fournit l'eau au-delà des obligations légales de la commune, par exemple lorsqu'il s'agit de l'eau industrielle.

XI. SANCTIONS

Art. 43

Les infractions aux dispositions du présent règlement sont passibles d'une amende dans les limites fixées par la législation sur les sentences municipales.

XII. ENTREE EN VIGUEUR

Art. 44

Le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier 1992.

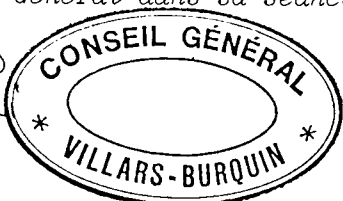
Adopté par la Municipalité dans sa séance du 13 avril 1992

[Signature]



Adopté par le Conseil Général dans sa séance du 7 mai 1992

[Signature]

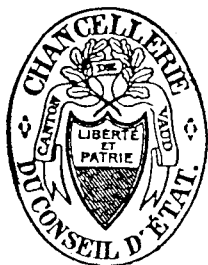


[Signature]

Approuvé par le Conseil d'Etat dans sa séance du

- 5 JUIN 1992

L'atteste, le Chancelier :



[Signature]

Article premier

La présente annexe règle les conditions d'application des articles 41 et 42, du règlement communal de distribution d'eau. Elle fait partie intégrante dudit règlement.

Art. 2

La taxe unique de raccordement prévue à l'article 40, est fixée à fr. 20.--, par m² de surface brute utile de plancher.

Cette surface est déterminée selon le chiffre 55, de la demande de permis de construire.

Art. 3

La taxe unique complémentaire prévue à l'article 41, est calculée aux conditions de l'article 2, ci-dessus sur la surface utile de plancher nouvellement créée.

Art. 4

Les décisions municipales en matière de taxes sont susceptibles de recours à la commission communale de recours en matière d'impôt conformément aux articles 45 et suivants, de la loi sur les impôts communaux.

Art. 5

La présente annexe entre en vigueur à la même date que le règlement pour le service communal de distribution d'eau.

Adopté par la Municipalité dans sa séance du 13 avril 1992

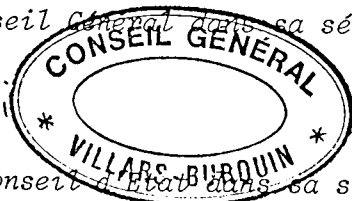
Justin P.



Day

Adopté par le Conseil Général dans sa séance du 7 mai 1992

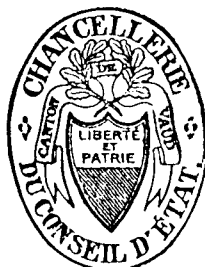
R. P. Fawicki



M. Roth

Approuvé par le Conseil d'Etat dans sa séance du - 5 JUIN 1992

L'atteste, le Chancelier :



Sil



MUNICIPALITÉ
DE
VILLARS-BURQUIN

AVENANT

Au tarif municipal de vente d'eau et de location des appareils de mesures, adopté par la Municipalité le 13 avril 1992.

La Municipalité décide, dans sa séance du 20 novembre 2006, de radier l'article 2 et de le remplacer par :

« Article 2

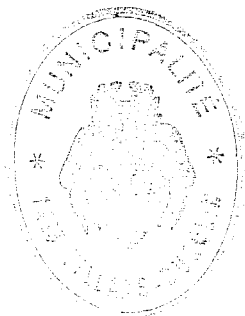
Le prix de vente du m³ d'eau est de fr. 1,30, de 1 à 100 m³, et de fr. 1,--, à partir de 101 m³. »

Adopté par la Municipalité dans sa séance du 20 novembre 2006 :

La Syndique :

La Secrétaire :


G. Duvoisin




A.-C. Kehrli